

Le Conseil fédéral, pour une réforme «poste moderne»

STRATÉGIE Albert Rösti veut donner «plus de flexibilité» au géant jaune face à la transformation de ses activités, en raison de l'importance croissante du numérique. Le gouvernement lance une révision de la loi postale et promet qu'il ne s'agit pas «d'un démantèlement du service public»

FANNY SCUDERI, BERNE

La transformation de La Poste est lancée. Albert Rösti, conseiller fédéral UDC chargé du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), a présenté ce mercredi les jalons de la révision de la loi sur La Poste. Il a défendu l'importance d'offrir de «la flexibilité» au géant jaune tout en garantissant «la qualité du service universel». Ce fragile équilibre suscite déjà des tensions politiques.

«Le Conseil fédéral ne veut pas d'un démantèlement du service public tant que cela ne sera pas nécessaire, a assuré le ministre.

Ni l'étendue ni la qualité du service universel ne doivent être réduites.» A titre d'exemples, il cite le maintien de la distribution des lettres et des colis au moins cinq jours par semaine et du courrier A.

Cette réforme est instiguée par la modification des besoins des clients, comme le démontre la diminution de l'envoi de courrier ou de services au guichet. La hausse du nombre de colis ne compense pas ces pertes. Cette réforme doit permettre à La Poste d'adapter son offre pour qu'elle puisse continuer à financer un service universel.

Le rôle démocratique du géant jaune débattu

Pour ce faire, le gouvernement prévoit un mécanisme d'adaptation: en résumé, «si certains seuils sont atteints» – soit que certaines prestations sont moins recherchées –, le géant jaune pourra «demander une adaptation du service universel, à condition qu'elle respecte un

catalogue minimal, qui sera défini», précise le communiqué de presse.

Baptiste Hurni, conseiller aux Etats (PS/NE), salue, sur la forme, la démarche du Conseil fédéral: «Nous allons enfin pouvoir débattre du rôle démocratique de La Poste. Jusqu'à présent, la fermeture des offices et la redéfinition du service universel ont été réalisées dans l'entre-soi du Conseil fédéral et du Conseil d'administration de La Poste.» Deux éléments sont problématiques à ses yeux: «Le gouvernement prévoit une automatisation de la diminution du service postal, alors que ce débat devrait être permanent. On va vers une réduction de l'envergure du service postal universel et d'une perte de la qualité des prestations. C'est problématique.» Il conteste aussi «le carcan ultra-bureaucratique» concernant les futures acquisitions de La Poste. Le Conseil fédéral entend redéfinir ses objectifs stratégiques dans ce domaine.

«On limite les prestations actuelles et on rend plus complexe le développement de nouvelles. Cela témoigne d'une volonté politique d'affaiblir le service public», accuse Baptiste Hurni.

«Une négation du choix du politique»

A l'inverse, le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD) salue «la volonté de mieux encadrer et contrôler La Poste en matière d'acquisition d'entreprises privées et de diversification dans des domaines qui n'ont rien à voir avec ses buts». Un élément le laisse toutefois perplexe: «La Poste pourrait, sans que le parlement soit saisi, diminuer ses tâches pourtant imposées par le service universel. C'est à mon sens une négation du choix du politique.» Le projet de consultation du Conseil fédéral devrait voir le jour en juin 2026, et la réforme devrait entrer en vigueur seulement à partir de 2030. ■